

# Inclusion financière et développement : de nouvelles évaluations d'impact

Que ce soit à l'échelon mondial ou national, les responsables publics ont pris conscience du fait que l'inclusion financière est une priorité de développement à ne pas négliger. Lors du Sommet de Pittsburgh de 2009, le G20 a fait de ce sujet l'un de ses axes majeurs (G20 2009) et, à l'automne 2013, plus d'une cinquantaine d'autorités nationales de décision et de régulation s'étaient publiquement engagées à mettre en place des stratégies d'inclusion financière dans leur pays (Banque mondiale 2013a, AFI 2013). Enfin, en octobre 2013, le Groupe de la Banque mondiale a formulé un objectif global d'accès universel aux services financiers de base. L'atteinte de cet objectif sera une étape majeure vers l'inclusion financière généralisée, vers un monde où chacun aura accès aux services financiers dont il a besoin pour se saisir des opportunités et réduire la vulnérabilité (Banque mondiale 2013b).

Si les responsables politiques ont énoncé ces objectifs, c'est parce qu'ils sont convaincus que l'inclusion financière peut aider les familles pauvres à vivre mieux et qu'elle stimulera l'activité économique. Mais quels sont les éléments probants d'un tel impact positif ? Dans la présente Note d'information, le terme « impact » désigne les effets qui peuvent être attribués à une intervention spécifique et qui ne se seraient pas produits sans cette intervention. Par conséquent, l'analyse aux niveaux microéconomique et local porte essentiellement sur des éléments probants relativement nouveaux, issus d'évaluations randomisées contrôlées (ERC) ou d'évaluations d'impact quasi-randomisées. Au niveau macroéconomique, l'analyse se fonde sur des études comparant les données de groupes de pays.

Cette Note d'information s'articule en trois parties. La première illustre la façon dont les familles pauvres vivent et travaillent habituellement dans l'économie informelle, puis étudie les conséquences de cette situation et comment ces familles pourraient bénéficier de l'accès et du recours à des services financiers. La deuxième partie synthétise les résultats de récentes évaluations d'impact empiriques, au niveau microéconomique, local et macroéconomique. Enfin, la troisième partie met en lumière deux domaines dans lesquels des services financiers inclusifs et à faible coût sont aussi susceptibles de bénéficier indirectement à d'autres activités relevant des secteurs public et privé.

En résumé, un ensemble de données probantes confirme l'avis des responsables politiques, selon lequel le développement de systèmes d'inclusion financière est un maillon important du progrès économique et social visé par le programme de développement.

## 1. Une grande majorité des ménages pauvres vit et travaille dans l'économie informelle

La théorie économique traditionnelle fait la distinction entre les objectifs et besoins des ménages et ceux des entreprises. Les personnes vendent leur force de travail sur le marché et s'efforcent d'ajuster leur consommation tout au long du cycle de vie. Lorsqu'ils sont jeunes, les individus doivent investir ; à la fleur de l'âge et de leur pouvoir d'achat, ils épargnent ; puis, en vieillissant, ils désépargnent. Mais dans l'ensemble, les ménages sont des épargnants. En revanche, les entreprises recherchent en permanence des fonds pour investir et financer leurs opérations et leur croissance. Globalement, les entreprises sont des utilisateurs nets d'épargne. Les marchés financiers, quant à eux, sont censés assurer l'équilibre entre épargnants et utilisateurs, et allouer des capitaux aux opérations les plus productives (voir par ex. Mankiw et Ball 2011).

Cependant, les pauvres sont la plupart du temps privés des possibilités d'emploi salarié que la théorie économique traditionnelle présuppose. Ils vivent et travaillent dans l'économie informelle, non par choix mais par nécessité. En termes économiques, ils constituent en même temps des ménages qui consomment et des entreprises individuelles. Leurs décisions de consommation et de production sont donc intimement liées. Par conséquent, il leur faut une large palette de services financiers pour créer et conserver des moyens de subsistance, se constituer un capital, gérer les risques et ajuster leur consommation. La distinction traditionnelle entre besoins financiers des individus et des entreprises est souvent floue.

De manière empirique, l'étude de « livres de comptes » des ménages a confirmé ce point en montrant comment, dans l'économie informelle, les familles pauvres de pays en développement gèrent de façon très active leur situation financière afin d'atteindre ces différents objectifs (Collins, Murdoch, Rutherford et Ruthven 2009). Elles épargnent et

empruntent constamment, de manière informelle. À tout moment, un ménage pauvre moyen est engagé dans de nombreuses relations financières. Pour les pauvres, la gestion financière est par conséquent un élément fondamental et faisant totalement partie intégrante de leur vie quotidienne.

Les estimations de la part de la population mondiale vivant et travaillant dans l'économie informelle varient entre 50 et 60 % (Banque mondiale 2012). Selon l'Enquête mondiale Gallup 2012, 40 % seulement des adultes ont un emploi fixe de plus de 30 heures par semaine. Il s'agit là de moyennes entre tous les pays et catégories de revenus. La proportion d'informalité est toutefois nettement plus élevée dans les pays et les segments de population les plus pauvres, elle peut ainsi excéder 80 %, voire 90 % dans certains pays en développement (OIT 2013).

La part de l'emploi informel se reflète dans la situation de l'accès aux services financiers. À l'échelle mondiale, près de la moitié des adultes en âge de travailler est exclue des services financiers formels. Et, dans le quintile de revenu le plus faible, cette proportion atteint 77 % (Demirgüç-Kunt et Klapper 2012). Dans des pays comme le Cambodge, la République centrafricaine et le Niger, seuls 2 à 4 % de tous les adultes disposent d'un compte dans une institution financière formelle. Privées de l'accès à ces services, les familles pauvres doivent recourir à des pratiques informelles anciennes : famille et amis, systèmes rotatifs d'épargne, prêteurs sur gage, usuriers et argent caché sous le matelas. Parfois, ces mécanismes informels constituent des solutions de remplacement efficaces et viables. Cependant, ils sont souvent insuffisants et peu fiables, ils peuvent aussi se révéler très onéreux. L'exclusion financière est synonyme de coûts d'opportunité élevés pour ceux qui ont le plus besoin de ces opportunités.

## 2. Des preuves de plus en plus solides d'un impact bénéfique sur le plan économique

Quel que soit le niveau étudié, de récents exemples probants indiquent que l'accès aux services finan-

ciers formels et leur utilisation sont bénéfiques à l'économie.

### A. Niveau microéconomique

Pour évaluer l'efficacité d'une intervention, la méthode la plus rigoureuse consiste à inverser la question : que se serait-il passé sans cette intervention. Un groupe d'économistes du développement de plus en plus écouté soutient que les évaluations randomisées contrôlées (ERC) sont l'outil le mieux adapté aux études microéconomiques empiriques.

Cette méthodologie s'inspire des essais cliniques au cours desquels un nouveau médicament est administré de façon aléatoire, ce qui permet de comparer les effets entre le groupe de patients traités et un deuxième groupe de patients aux caractéristiques exactement semblables mais n'ayant pas eu accès au médicament<sup>1</sup>. D'autres méthodologies sont bien sûr tout aussi pertinentes pour comprendre les incidences de l'inclusion financière sur la vie des familles pauvres, mais cette partie de la présente Note d'information s'intéresse aux études expérimentales basées sur des ERC, malgré les limites propres à cette méthode.

Bien que le nombre de ce type d'évaluations randomisées soit encore relativement faible même s'il progresse (environ 25 études sont citées ici), il en ressort de façon générale que les services financiers ont un réel impact positif sur différents indicateurs microéconomiques, notamment l'activité des entreprises individuelles, la consommation des ménages et le bien-être (Bauchet et al. 2011)<sup>2</sup>. Les effets varient en fonction de chaque type de produit financier. Alors que les ERC ont jusqu'ici essentiellement porté sur un type de produit particulier, certains observateurs estiment que les recherches devraient plutôt évaluer dans quelle mesure l'accès à un large éventail de services améliore la capacité des ménages à faire des choix pertinents.

**Crédit.** Les évaluations randomisées de l'impact du microcrédit connues à ce jour font apparaître deux grandes tendances : les petites entreprises tirent

<sup>1</sup> L'application de cette méthode à l'économie est de plus en plus souvent considérée comme un moyen fiable pour évaluer un impact microéconomique. Son principal avantage est de corriger le biais de sélection, une erreur fréquente dans de nombreuses autres approches. Par rapport aux méthodologies qui se fondent sur des questions et des hypothèses théoriques, elle présente aussi l'avantage de ne pas avoir pour but de vérifier une théorie économique donnée, souvent très délimitée. En effet, cette méthode évalue simplement si un changement spécifique, contrôlé, a un impact décelable par rapport au groupe témoin. Cependant, les ERC ont leurs propres faiblesses méthodologiques, comme l'ont par exemple décrit Ravallion (2009) ou Barret et Carter (2010). La principale d'entre elles est l'absence de validité externe, ce qui peut rendre difficile les déductions pour d'autres données, voire l'extrapolation des résultats d'un ERC. D'autres objections portent sur le choix de la variable de substitution pour mesurer l'impact sur le bien-être, sur des problèmes d'ordre éthique et sur le rapport coût-efficacité.

<sup>2</sup> La littérature expérimentale sur l'inclusion financière évolue rapidement et s'enrichit de nombreux articles nouveaux. Cette partie de la Note d'information actualise et élargit la portée des travaux précédents de Bauchet et al. (2011).

avantage de l'accès au crédit, en revanche le lien avec un bien-être plus généralisé est plus difficile à établir.

La plupart des études publiées aboutit à des résultats mitigés quant à l'impact du microcrédit sur des indicateurs importants du *bien-être des ménages*, comme l'augmentation de la consommation ou des revenus des familles pauvres sur une durée d'étude qui est en général relativement courte (Banerjee, Duflo, Glennerster et Kinnan 2010 et 2013 ; Crépon, Devoto, Duflo et Parienté 2011 ; Karlan et Zinman 2011 ; Angelucci, Karlan et Zinman 2013).

L'étude Spandana menée à Hyderabad (Banerjee, Duflo, Glennerster et Kinnan 2013), actualisée après des rencontres avec les emprunteurs au bout de trois ans, fournit de premiers résultats sur le long terme. Néanmoins, elle n'a mis en évidence aucune amélioration ultérieure du bien-être à la suite de l'accès au premier microcrédit. Les indicateurs du bien-être à long terme, tels que l'éducation, la santé ou l'autonomisation des femmes, n'ont pas progressé de façon convaincante.

Toutefois, d'autres chercheurs sont plus nuancés et concluent à certains effets sur le bien-être. Ainsi, selon une étude conduite en Mongolie (Attanasio et al. 2011), les prêts collectifs ont eu un fort impact sur la consommation alimentaire (davantage de nourriture et de meilleure qualité). En revanche, cette conclusion ne s'applique pas aux prêts individuels. Les auteurs expliquent cette différence par un meilleur suivi dans le cas des groupes d'emprunteurs, qui produit des effets à long terme plus importants. Ils estiment que « le principe de responsabilité conjointe garantit une plus grande discipline dans le choix et la mise en œuvre des projets, ce qui permet d'obtenir davantage d'effets à long terme ». Une étude menée en Afrique du Sud et portant sur l'élargissement de l'accès au crédit à la consommation a conclu à un plus grand bien-être des emprunteurs : les revenus et la consommation alimentaire ont augmenté, la qualité des décisions prises par les ménages s'est améliorée, de même que le statut des emprunteurs au sein de la communauté, leur santé et leurs perspectives. Cependant, ces emprunteurs sont plus susceptibles d'être stressés (Karlan et Zinman 2010).

Une étude auprès des emprunteurs de Banco Compartamos au Mexique (Angelucci, Karlan et Zinman 2013) n'a pas décelé d'effets significatifs

sur la consommation et les dépenses des ménages. Néanmoins, elle conclut que « ... les résultats dressent un tableau généralement positif de l'impact moyen sur le bien-être d'un meilleur accès au crédit : baisse du nombre de dépressions, augmentation de la confiance envers les autres et accroissement du pouvoir de décision des femmes au sein des ménages ». Des recherches ont également montré une réduction des achats de produits « tentants » comme le tabac (Inde, Maroc et Mongolie). Pour interpréter les résultats des études expérimentales décrites ici, il convient de tenir compte de l'hétérogénéité des effets selon les sujets. Dans le cas des ménages, le microcrédit peut les aider à gérer les pics de dépenses et à lisser leur consommation. L'accès au microcrédit peut aussi élever le niveau général de consommation, car il réduit la nécessité de l'épargne de précaution.

Pour les entrepreneurs en revanche, le microcrédit ouvre des possibilités d'investissement pour lancer ou développer des activités. Dans certains cas, la baisse de la consommation des ménages coïncide avec l'investissement nécessaire à la création et la croissance de microentreprises. Les chercheurs confirment généralement que l'accès au crédit bénéficie aux entreprises. Il a été prouvé que le microcrédit a stimulé la création d'entreprise, mais aussi qu'il a bénéficié aux microentreprises existantes en Mongolie et en Bosnie (Attanasio et al. 2011 ; Augsburg, de Haas, Harmgart et Meghir 2012), bien qu'une autre étude conduite aux Philippines n'ait pas abouti à la même conclusion. Des effets positifs sont démontrés sur plusieurs indicateurs, par exemple le chiffre d'affaires des entreprises existantes (Inde, Philippines et Mongolie), la taille des entreprises (Mexique), ainsi que l'ampleur des activités agricoles et la diversification de l'élevage (Maroc). En outre, l'accès au microcrédit a renforcé la capacité des microentrepreneurs à faire face aux risques (Philippines et Mexique). Ces résultats sont encore plus intéressants si l'on tient compte du fait que ces études analysent simplement les effets du crédit proposé au groupe expérimental, et non les effets de l'utilisation réelle de ce crédit<sup>3</sup>. Parmi les populations comptant peu d'entrepreneurs, le recours au crédit pour financer un investissement est sans doute plus rare, ce qui limite la possibilité de déduire des effets statistiquement révélateurs.

Une étude expérimentale récente a également montré qu'une plus grande souplesse dans la conception

3 Dans le jargon des expérimentations de terrain, ces études évaluent les effets de « l'intention de traiter ».

des produits pouvait en améliorer l'impact (Field, Pande, Papp et Rigol, à venir). Les emprunteurs bénéficiant d'un délai de deux mois avant le premier remboursement du crédit ont diversifié leurs stocks, ils achetaient plus souvent des biens durables et, trois ans plus tard, leurs profits étaient plus importants. Même si le nombre de défauts de remboursement a un peu augmenté, ces exemples indiquent que des modalités de remboursement plus souples encouragent une prise de risque productive.

Dans leur évaluation des effets du microcrédit, Banerjee et Duflo (2011, p. 171) ont conclu que « en tant qu'économistes, nous sommes plutôt satisfaits de ces résultats : l'objectif premier de la microfinance semble avoir été atteint. Il n'y a pas eu de miracle, mais cela a fonctionné. À nos yeux, le microcrédit a mérité le droit de figurer parmi les principaux instruments de lutte contre la pauvreté. »

**Épargne.** Les études sur l'impact de l'épargne, bien que peu nombreuses, aboutissent toutes à des résultats positifs, contrairement à celles portant sur le crédit. L'épargne aide les ménages à faire face à des pics de dépenses, à lisser leur consommation et à se constituer un capital. Selon les chercheurs, il est plus difficile aux ménages pauvres qui n'ont pas accès à des mécanismes d'épargne de résister à la tentation d'achats superflus.

Lorsque des mécanismes permettant d'effectuer des dépôts fréquents sur un compte à faible solde minimum sont proposés, les familles pauvres semblent en tirer avantage. Une évaluation randomisée a été conduite dans une région rurale de l'ouest du Kenya. Elle a montré que l'accès à un nouveau service d'épargne bloquée a permis aux femmes vendeuses sur les marchés de limiter les conséquences des chocs sanitaires et d'accroître les dépenses alimentaires de la famille (les dépenses privées ont progressé de 13 %). Par ailleurs, les investissements dans leur activité étaient plus élevés de 38 à 56 % par rapport aux femmes n'ayant pas accès à un compte d'épargne (Dupas et Robinson 2013a). Toutefois, une étude menée en parallèle dans la même ville auprès d'hommes conducteurs de cyclo-poussettes n'a pas démontré d'effets similaires sur le bien-être.

Une autre étude réalisée au Kenya sur l'impact de produits d'épargne santé simples et informels a conclu à

l'augmentation d'au moins 66 % de l'épargne santé, ainsi qu'à des taux de souscription très élevés. Grâce à ces produits d'épargne bloqués, les investissements destinés à prévenir les problèmes de santé ont bondi de 138 % (Dupas et Robinson 2013b). Les auteurs ont constaté que le fait d'économiser pour couvrir des frais de santé permettait de mieux faire face aux situations d'urgence. Cette étude souligne ainsi le rôle important de l'épargne santé et des investissements préventifs dans la réduction de la vulnérabilité des familles pauvres aux chocs sanitaires.

Une étude sur l'épargne bloquée au Malawi a révélé des effets positifs sur l'investissement des entreprises ainsi qu'une augmentation des dépenses et de la production agricole (Brune, Giné, Goldberg et Yang 2013). L'accès à des comptes d'épargne bloqués a eu un impact positif sur l'autonomisation des femmes aux Philippines. Le nombre de femmes déclarant prendre des décisions au sein du ménage a augmenté, en particulier chez celles n'ayant au départ que peu de pouvoir de décision. Ainsi, sous l'impulsion des femmes, les achats de biens durables ont progressé dans les familles (Ashraf, Karlan et Yin 2010).

**Assurance.** L'assurance est un autre instrument susceptible d'aider les familles pauvres à limiter les risques et à gérer les chocs. De récentes évaluations randomisées conduites en Inde et au Ghana sur l'assurance fondée sur des indices météorologiques ont conclu à un fort impact positif sur les fermiers, car la perspective de meilleurs rendements les encourage à passer de cultures de subsistance à des cultures plus risquées, mais plus rentables (Cole, et al. 2013 ; Karlan, Osei-Akoto, Osei et Udry 2014). Au Ghana, les fermiers ainsi assurés ont acheté davantage d'engrais, étendu les surfaces cultivées et embauché plus d'ouvriers agricoles. Grâce à l'augmentation des rendements et des revenus, les familles sautent moins de repas et les enfants manquent moins souvent l'école.

Au Kenya, les chercheurs ont trouvé que ce type d'assurance constitue une protection efficace contre les effets des catastrophes naturelles. Confrontés à une extrême sécheresse, les fermiers ont dû vendre moins de biens (-64 %), sauté moins de repas (-43 %) et ils étaient moins dépendants de l'aide alimen-

taire (-43 à -51 %) ou d'autres formes d'assistance (-3 à -30 %) (Janzen et Carter 2013).

La vulnérabilité au risque et le manque d'instruments permettant de parer efficacement les chocs externes empêchent les pauvres d'améliorer leur situation. À ce jour, les éléments probants sont encore rares et limités à quelques produits d'assurance seulement, mais ils suggèrent que la microassurance peut constituer un mécanisme précieux d'atténuation des risques. Néanmoins, même quand l'assurance est proposée gratuitement dans le cadre de ces évaluations, la demande et le taux de souscription sont extrêmement faibles (Matul, Dalal, De Bock et Gelade 2013). Il faudra lever les principaux obstacles, notamment le manque de confiance et les contraintes de liquidités, pour que la microassurance puisse jouer tout son rôle en faveur des pauvres.

**Paiement et transfert d'argent par téléphone mobile.** Il n'existe que peu d'études randomisées sur l'impact du paiement et du transfert d'argent par téléphone mobile. Cependant, deux grandes tendances se dégagent : ces systèmes réduisent le coût des transactions pour les ménages et semblent améliorer leur capacité à partager les risques.

Jack et Suri (2014) ont examiné l'impact de la baisse des coûts de transaction par téléphone mobile sur le partage du risque au Kenya. Sur la base de données de panel non expérimentales, ils ont montré que les utilisateurs du service M-PESA étaient en mesure de pallier entièrement les effets de chocs sévères (maladie grave, perte d'emploi, pertes de têtes de bétail, mauvaise récolte ou faillite), sans pour autant réduire la consommation des ménages. En revanche, la consommation des familles n'ayant pas accès au service M-PESA baissait en moyenne de 7 % à la suite d'un choc sévère.

Les chercheurs ont par ailleurs constaté une progression du nombre et du montant des envois d'argent, ainsi qu'une plus grande diversité parmi les expéditeurs. M-PESA renforce en outre le partage de risques entre les amis et la famille. Deux autres études (Blumenstock, Eagle et Fafchamps 2012 ; Batista et Vicente 2012) ont aussi constaté le souhait plus marqué d'envoyer de l'argent de la part des

personnes ayant accès à un service mobile, mais elles n'analysent pas les conséquences sur le bien-être.

Une évaluation randomisée de l'impact d'un programme de transfert d'argent par téléphone mobile (Aker, Boumniel, McClelland et Tierney 2011) a mis en lumière la baisse du coût de distribution pour le prestataire, ainsi que celle du coût d'obtention de l'argent pour le destinataire. Les économies réalisées par les destinataires leur ont permis de diversifier les dépenses (notamment alimentaires), de limiter les pertes de ressources et d'accroître la variété des produits cultivés, en particulier des cultures de rente exploitées par les femmes.

En raison de la relative nouveauté des systèmes de transfert d'argent via les téléphones mobiles et des difficultés à distinguer le média et le produit lors des études d'impact, obtenir des preuves tangibles de l'impact de ces systèmes sur les conditions de vie des pauvres prendra encore du temps.

## B. Activité économique locale

L'accès aux services financiers renforce l'activité économique locale. Au cours des dernières décennies, différentes circonstances quasi-expérimentales ont permis d'évaluer l'impact de l'accès aux services financiers sur l'activité économique locale par rapport à une situation de départ. Par exemple, une étude basée sur des données collectées par l'État en Inde apporte la preuve que l'ouverture d'agences bancaires dans des zones rurales dépourvues de banques (en application des directives du Gouvernement indien entre 1977 et 1990) a été associée à une réduction significative de la pauvreté rurale (Burgess et Pande 2005). Toutefois, ce progrès n'a finalement pas duré car, en raison des taux élevés de défaut de remboursement des prêts bancaires dans les années 1980, le programme d'extension des agences bancaires rurales a été abandonné après 1990.

Au Mexique, l'étude de Bruhn et Love (2013) a montré que l'ouverture rapide d'agences de Banco Azteca dans plus d'un millier de boutiques du Grupo Elektra a eu un impact considérable sur l'économie de la région : le niveau global de revenu a fait un bond de 7 % par rapport aux communautés ne disposant pas d'agences bancaires. Avec l'ouverture des

agences de Banco Azteca, les familles pouvaient plus facilement lisser leur consommation et accumuler davantage de biens durables (Ruiz 2013). Parallèlement, la proportion de ménages choisissant d'épargner a baissé de 6,6 % parmi ces populations. Cela semble indiquer que ces ménages comptaient moins sur l'épargne pour pallier les fluctuations de revenu, du moment qu'ils avaient accès à des systèmes formels de crédit.

### C. Niveau macroéconomique

Au niveau macroéconomique, il faut se référer aux comparaisons entre pays pour obtenir des données probantes. Différentes études reconnues (synthétisées, par exemple, dans Levine 2005 et Pasali 2013) suggèrent que dans des circonstances normales, non seulement le degré d'intermédiation financière est corrélé positivement à la croissance et à l'emploi, mais les chercheurs estiment aussi qu'il a un effet causal sur la croissance. Les principaux mécanismes à l'origine de cet effet sont les coûts de transaction souvent plus faibles et une meilleure répartition des capitaux et des risques dans l'économie. En outre, l'accès plus large aux dépôts bancaires peut également avoir une incidence positive sur la stabilité financière.

Certaines réserves ont néanmoins été émises à ce propos. Des recherches indiquent en effet que l'impact positif de l'intermédiation financière sur la croissance est absent dans les économies où le cadre institutionnel est précaire (Demetriades et Law 2006) – par exemple quand la réglementation financière est médiocre ou inexistante – ainsi que dans des contextes d'inflation extrême (Rousseau et Wachtel 2002). Tout indique aussi que la relation positive à long terme entre l'intermédiation financière et la croissance de la production coexiste avec une relation le plus souvent négative à court terme (Loayza et Ranciere 2006). Des travaux plus récents, menés depuis la crise financière mondiale, suggèrent également que la relation entre la profondeur de l'appareil financier et la croissance n'est pas forcément linéaire, mais plutôt en forme de « U » inversé : lorsque le niveau d'intermédiation financière est très faible et très élevé, la relation positive disparaît (Cecchetti et Kharroubi 2012).

Les analyses bivariées indiquent que l'inégalité, mesurée par le coefficient de Gini, augmente lorsque les pays en sont au stade élémentaire du développement financier (mesuré par l'augmentation du crédit privé et du nombre d'agences bancaires), tandis que cette

inégalité recule fortement dans les pays aux stades intermédiaire et avancé du développement financier (Jahan et McDonald 2011). L'une des interprétations possibles de ce résultat est que les catégories de population à plus fort revenu sont les premières à bénéficier du renforcement de l'intermédiation financière, mais qu'à mesure que celle-ci progresse, les segments plus pauvres en profitent aussi. Les régressions qui intègrent les caractéristiques d'un pays et la potentielle causalité inverse montrent une relation fortement négative entre la profondeur de l'appareil financier et le coefficient de Gini (Clarke, Xu et Zhou 2006). La profondeur de l'appareil financier a également été associée à des augmentations dans la part des revenus du quintile des revenus le plus faible entre plusieurs pays entre 1960 et 2005. Enfin, les pays dont le développement financier était le plus avancé ont enregistré une diminution plus rapide de leur population vivant avec moins de 1 dollar par jour durant les décennies 1980 et 1990. En tenant compte d'autres variables pertinentes, près de 30 % de l'écart entre pays dans le taux de réduction de la pauvreté peuvent être imputables à l'écart de leur développement financier (Beck, Demirgüç-Kunt et Levine 2007). L'inclusion financière réduirait les inégalités en desserrant extraordinairement les contraintes de crédit pesant sur les pauvres qui ne disposent pas de garanties, d'antécédents de crédit et de contacts utiles. Une étude conduite par la Banque mondiale (Han et Melecky 2013) suggère aussi qu'une meilleure inclusion financière peut s'accompagner d'une plus grande stabilité financière, même s'il reste très compliqué de déterminer les liens de causalité entre ces deux ensembles de variables. Cependant, il semble probable qu'un meilleur accès aux dépôts bancaires peut renforcer la solidité de la base de financement des banques en période de tensions financières. Les auteurs soulignent que les mesures politiques destinées à accroître la stabilité financière ne devraient pas se limiter à une réglementation macro-prudentielle, mais aussi tenir compte de l'effet positif d'un accès élargi aux dépôts bancaires.

### 3. Bénéfices indirects supplémentaires de l'inclusion financière

Au-delà des seuls bénéfices économiques directs, deux évolutions récentes indiquent que d'autres aspects de l'action des gouvernements et du secteur privé peuvent bénéficier de systèmes financiers inclusifs et à faible coût, accessibles à de plus larges pans de la population.

En premier lieu, les responsables politiques sont de plus en plus conscients que l'accès au marché financier d'un plus grand nombre de citoyens favorise la mise en œuvre efficace de leurs autres politiques sociales. L'inclusion financière facilite ainsi le versement de transferts conditionnels, par exemple quand les parents reçoivent une allocation pour avoir fait vacciner leurs enfants ou pour avoir inscrit leurs filles à l'école. En raison des économies importantes que leur utilisation rend possibles, nombre de gouvernements choisissent de recourir à des moyens électroniques pour effectuer ces paiements, car cela leur permet de mieux cibler les bénéficiaires et de réduire les coûts de transaction. Au Brésil, le programme « *bolsa familia* » (un programme de transfert conditionnel qui concerne 12 millions de familles) a vu ses coûts de transaction passer de 14,7 % du total des paiements à seulement 2,6 % après avoir regroupé plusieurs allocations sur une seule carte de paiement électronique (Lindert, Linder, Hobbs et de la Brière 2007). Toutefois, si un système financier à faible coût aide les pouvoirs publics à optimiser leurs autres politiques sociales, il n'est pas démontré que ces modalités de paiement contribuent à leur tour à créer un cercle vertueux permettant d'inclure davantage de citoyens dans le système financier.

En deuxième lieu, en réduisant significativement les coûts de transaction et en favorisant l'accès du plus grand nombre aux services financiers, l'innovation financière fait aussi émerger de nouveaux modèles d'entreprise privée qui concourent à la concrétisation d'autres priorités de développement. Au Kenya, où les services bancaires sur téléphone mobile tels que M-PESA sont accessibles à plus de 80 % de la population, de nombreuses sociétés innovantes de deuxième génération ont profité de l'infrastructure M-PESA pour se développer. L'existence d'une plateforme de paiement électronique à bas coût facilement accessible renforce la viabilité de ces nouvelles entreprises qui doivent collecter de très nombreuses petites sommes d'argent. Différents objectifs de développement en bénéficient également. Ainsi, M-Kopa au Kenya ou Mobisol en Tanzanie ont créé un système de micro crédit-bail permettant aux populations non reliées au réseau électrique de s'équiper d'un petit dispositif d'alimentation solaire. Il s'agit là d'un exemple d'innovation mise en œuvre dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, à l'image d'autres projets en cours et destinés à alimenter en eau potable des familles et communautés à faible revenu. Jusqu'à présent, ce type d'action est

par nature circonscrit à des pays comme le Kenya ou la Tanzanie, où les systèmes de paiement électronique à bas coût ont atteint une taille critique, mais aucune étude n'a été conduite sur le possible impact de l'accès à ces nouveaux services sur le bien-être des ménages.

## 4. Conclusion

À l'échelon mondial et national, les responsables politiques s'emploient à promouvoir la cause de l'inclusion financière. Les services financiers étant un moyen d'action et non une fin en soi, le développement des systèmes financiers doit prendre en compte les vulnérabilités et veiller à éviter de possibles conséquences négatives insoupçonnées. Néanmoins, des données récentes fondées sur des méthodologies d'étude rigoureuses confirment généralement la conviction des décideurs politiques : des systèmes financiers inclusifs et performants peuvent améliorer la vie des citoyens, réduire les coûts de transaction, stimuler l'activité économique et contribuer à l'obtention d'autres avancées sociales comme à la viabilité des solutions innovantes développées par le secteur privé.

Cette Note d'information synthétise les résultats d'évaluations d'impact récentes, pour trois niveaux économiques. À l'échelon microéconomique, il est démontré que l'accès à différents produits financiers a une incidence sur la vie des familles pauvres. Ainsi, les petites entreprises tirent avantage de l'accès au crédit, en revanche l'impact sur le bien-être général des emprunteurs semble plus limité. L'épargne aide les ménages à gérer les pics de dépenses, à ajuster leur consommation et à se constituer un fonds de roulement. L'accès à des solutions formelles d'épargne peut donc sensiblement améliorer le bien-être des familles. Les produits d'assurance, quant à eux, permettent aux familles pauvres d'atténuer les risques et de mieux gérer les chocs. Enfin, de nouveaux services de paiement électronique abaissent les coûts de transaction et semblent aussi renforcer la capacité des ménages à gérer les chocs en partageant les risques. Par ailleurs, les études montrent que l'accès aux services financiers stimule l'activité économique locale.

Au niveau macroéconomique, les données empiriques prouvent que l'inclusion financière est positivement corrélée à la croissance et à l'emploi. En général, les chercheurs estiment qu'il existe un effet causal sous-jacent et les principaux mécanismes qu'ils citent pour l'expliquer sont les coûts de transaction

souvent plus faibles et une meilleure répartition des capitaux et des risques dans l'économie. En outre, certaines données préliminaires suggèrent qu'un accès plus large aux dépôts bancaires aurait aussi une incidence positive sur la stabilité financière, ce qui bénéficierait indirectement aux pauvres.

Outre ces bénéfices économiques directs, deux évolutions récentes indiquent que d'autres aspects de l'action des gouvernements et du secteur privé pourraient bénéficier de systèmes financiers inclusifs et à faible coût, accessibles à de plus larges pans de la population. D'une part, l'inclusion financière peut faciliter la mise en œuvre et améliorer l'efficacité des programmes de transferts sociaux (sommes versées aux citoyens par le gouvernement), qui jouent un rôle important dans le bien-être de nombre de familles pauvres. D'autre part, l'innovation financière peut considérablement abaisser les coûts de transaction et favoriser l'accès du plus grand nombre aux services financiers, faisant ainsi émerger de nouveaux modèles d'entreprise privée qui concourent à la concrétisation d'autres priorités de développement.

## Références

AFI (Alliance for Financial Inclusion). 2013. « Putting Financial Inclusion on the Global Map. The 2013 Maya Declaration Progress Report ». Bangkok : AFI.

Aker, Jenny, Rachid Boumnijel, Amanda McClelland et Niall Tierney. 2011. « Zap It to Me: The Short-Term Effects of a Mobile Cash Transfer Program ». Working Paper n° 263. Washington : Center for Global Development.

Angelucci, Manuela, Dean Karlan et Jonathan Zinman. 2013. « Win Some Lose Some? Evidence from a Randomized Microcredit Program Placement Experiment by Compartamos Banco ». NBER Working Papers 19119. Cambridge, Mass. : National Bureau of Economic Research, mai.

Ashraf, Nava, Dean Karlan et Wesley Yin. 2010. « Female Empowerment: Impact of a Commitment Savings Product in the Philippines ». *World Development* 38 (3): 333–44.

Attanasio, Orazio, Britta Augsburg, Ralph de Haas, Emla Fitzsimons et Heike Harmgart. 2011. « Group

Lending or Individual Lending? Evidence from a Randomised Field Experiment in Mongolia ». Working Paper W11/20. Londres : Institute for Fiscal Studies.

Augsburg, Britta, Ralph de Haas, Heike Harmgart et Costas Meghir. 2012. « Microfinance at the Margin: Experimental Evidence from Bosnia and Herzegovina ». Working Paper 146. Londres : Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Banerjee, Abhijit V. 2013. « Microcredit under the Microscope: What Have We Learned in the Past Two Decades, and What Do We Need to Know? ». *Annual Review of Economics*, 5: 487–519.

Banerjee, Abhijit V. et Esther Duflo. 2011. *Poor Economics*. New York : Perseus Books.

Banerjee, Abhijit V., Esther Duflo, Rachel Glennerster et Cynthia Kinnan. 2010. « The Miracle of Microfinance? Evidence from a Randomized Evaluation ». Cambridge, Mass. : Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab and Massachusetts Institute of Technology, juin.

———. 2013 (Actualisation). « The Miracle of Microfinance? Evidence from a Randomized Evaluation ». NBER Working Paper n° 18950. Cambridge, Mass. : National Bureau of Economic Research, mai.

Banque mondiale. 2012a. Base de données Findex de la Banque mondiale. <http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/EXTPROGRAMS/EXTFINRES/EXTGLOBALFIN/0,,menuPK:8519698~pagePK:64168176~piPK:64168140~theSitePK:8519639,00.html>

Banque mondiale. 2012b. *World Development Report 2013. Jobs*. Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale. 2013a. Base de données des stratégies d'inclusion financière. <http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTGLOBALFINREPORT/0,,contentMDK:23491959~pagePK:64168182~piPK:64168060~theSitePK:8816097,00.html#>



- Banque mondiale. 2013b. « L'accès universel aux services financiers est capital pour réduire la pauvreté, et l'innovation essentielle pour relever cet énorme défi, déclare le président Jim Yong Kim ». Communiqué de presse, 11 octobre. <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2013/10/11/universal-financial-access-vital-reducing-poverty-innovation-jim-yong-kim>.
- Barrett, Christopher et Michael Carter. 2010. « The Power and Pitfalls of Experiments in Development Economics. Some Non-random Reflections ». *Applied Economic Perspectives and Policy*, Vol. 32, n° 4 : 515–48.
- Batista, Cátia et Pedro C. Vicente. 2012. « Introducing Mobile Money in Rural Mozambique: Evidence from a Field Experiment ». Universidade Nova de Lisboa, mimeo. Preliminary, octobre.
- Bauchet, Jonathan, Cristobal Marshall, Laura Starita, Jeanette Thomas et Anna Yalouris. 2011. « Latest Findings from Randomized Evaluations of Microfinance ». Forum 2. Washington : CGAP, Financial Access Initiative, Innovations for Poverty Action, and Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab.
- BBeck, Thorsten, Asli Demirgüç-Kunt et Ross Levine. 2007. « Finance, Inequality, and the Poor ». *Journal of Economic Growth* 12(1): 27–49.
- Blumenstock, Joshua, Nathan Eagle et Marcel Fafchamps. 2012. « Charity and Reciprocity in Mobile Phone Based Giving: Evidence in the Aftermath of Earthquakes and Natural Disasters ». Working Paper. Berkeley, Calif. : University of California, Berkeley, octobre.
- Bruhn, Miriam et Inessa Love. 2013. « The Economic Impact of Expanding Access to Finance in Mexico ». In Robert Cull, Asli Demirgüç-Kunt et Jonathan Morduch, eds., *Banking the World: Empirical Foundations of Financial Inclusion*. Cambridge, Mass. : Massachusetts Institute of Technology Press, pp. 137–56.
- . 2009. « The Economic Impact of Banking the Unbanked: Evidence from Mexico ». Policy Research Working Paper n° 4981. Washington : Banque mondiale.
- Brune, Lasse, Xavier Giné, Jessica Goldberg et Dean Yang. 2013. « Commitments to Save: A Field Experiment in Rural Malawi ». [http://econweb.umd.edu/~goldberg/docs/bgggy\\_mwisavings.pdf](http://econweb.umd.edu/~goldberg/docs/bgggy_mwisavings.pdf).
- Burgess, Robin et Rohini Pande. 2005. « Do Rural Banks Matter? Evidence from the Indian Social Banking Experiment ». *American Economic Review*, Vol. 95, n° 3: 780–95.
- Cecchetti, Stephen G. et Enisse Kharroubi. 2012. « Reassessing the Impact of Finance on Growth ». Working Paper n° 381. Bâle : Banque des règlements internationaux, juillet.
- Clarke, George R. G., L. Colin Xu et Heng-fu Zou. 2006. « Finance and Inequality: What Do the Data Tell Us? ». *Southern Economic Journal* 72 (3): 578–96.
- Cole, Shawn, Xavier Giné, Jeremy Tobacman, Petia Topalova, Robert Townsend et James Vickery. 2013. « Barriers to Household Risk Management: Evidence from India ». *American Economic Journal—Applied Economics*, 5 (1): 104–35.
- Collins, Daryl, Jonathan Morduch, Stuart Rutherford et Orlanda Ruthven. 2009. *Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on \$2 a Day*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.
- Crépon, Bruno, Florencia Devoto, Esther Duflo et William Parienté. 2011. « Impact of Microcredit in Rural Areas of Morocco: Evidence from a Randomized Evaluation ». Working Paper. Cambridge, Mass. : Massachusetts Institute of Technology, mars.
- Demetriades, P. O. et S. H. Law. 2006. « Finance, Institutions and Economic Development ». *International Journal of Finance and Economics*, 11(3): 245–60.
- Demirgüç-Kunt, Asli et Leora Klapper. 2012. « Measuring Financial Inclusion: The Global Findex Database ». Policy Research Working Paper 6025. Washington : Banque mondiale, avril.
- Dupas, Pascaline et Jonathan Robinson. 2013a. « Savings Constraints and Microenterprise Development: Evidence from a Field Experiment

- in Kenya ». *American Economic Journal—Applied Economics*, 5 (1) : 163–92.
- . 2013b. « Why Don't the Poor Save More? Evidence from Health Savings Experiments ». *The American Economic Review*, 103 (4): 1138–71.
- Field, Erica, Rohini Pande, John Papp et Natalia Rigol. À venir. « Does the Classic Microfinance Model Discourage Entrepreneurship Among the Poor? Evidence from India ». *American Economic Review*.
- G20 Information Centre. 2009. « G20 Leaders Statement: The Pittsburgh Summit ». <http://www.g20.utoronto.ca/2009/2009communiqu0925.html>
- Gallup. 2012. « Employed Full Time for an Employer Index ». <http://www.gallup.com/poll/145595/worldwide-employed-full-time-employer.aspx>
- Han, Rui et Martin Melecky. 2013. « Financial Inclusion for Financial Stability: Access to Bank Deposits and the Growth of Deposits in the Global Financial Crisis ». Washington : Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/16010>
- Jack, William et Tavneet Suri. 2014. « Risk Sharing and Transactions Costs: Evidence from Kenya's Mobile Money Revolution ». *American Economic Review*, 104(1): 183–223.
- Jahan, Sarwat et Brad McDonald. 2011. « A Bigger Slice of a Growing Pie ». *Finance and Development*, 66, septembre. Washington : Fonds monétaire international.
- Janzen, Sarah A. et Michael R. Carter. 2013. « After the Drought: The Impact of Microinsurance on Consumption Smoothing and Asset Protection ». NBER Working Paper n° 19702. Cambridge, Mass. : National Bureau of Economic Research, décembre.
- Karlan, Dean et Jonathan Zinman. 2010. « Expanding Credit Access: Using Randomized Supply Decisions to Estimate the Impacts ». *Review of Financial Studies*, 23: 433–64.
- . 2011. « Microcredit in Theory and Practice: Using Randomized Credit Scoring for Impact Evaluation ». *Science*, 332:1278–84.
- Karlan, Dean, Isaac Osei-Akoto, Robert Osei et Chris Udry. 2014. « Agricultural Decisions after Relaxing Credit and Risk Constraints ». *Quarterly Journal of Economics*.
- Levine, Ross. 2005. « Finance and Growth: Theory and Evidence ». In Philippe Aghion et Steven Durlauf, eds, *Handbook of Economic Growth*, édition 1, volume 1. Amsterdam : Elsevier.
- Lindert, Kathy, Anja Linder, Jason Hobbs et Bénédicte de la Brière. 2007. « The Nuts and Bolts of Brazil's Bolsa Família Program: Implementing Conditional Cash Transfers in a Decentralized Context ». Social Protection Working Paper n° 0709. Washington : Banque mondiale, mai.
- Loayza, Norman V. et Romain Ranciere. 2006. « Financial Development, Financial Fragility, and Growth ». *Journal of Money, Credit, and Banking*, 38(4): 1051–76.
- Mankiw, Gregory et Laurence M. Ball. 2011. *Macroeconomics and the Financial System*. New York : Worth Publishers.
- Matul, Michal, Aparna Dalal, Ombeline De Bock et Wouter Gelade. 2013. « Why People Do Not Buy Insurance and What Can We Do about It ». Microinsurance Paper n° 20. Genève : OIT, février.
- Merton, Robert C. et Zvi Bodie. 1995. « A Conceptual Framework for Analyzing the Financial Environment ». In D. B. Crane, et al., eds, *The Global Financial System: A Functional Perspective*. Boston, Mass. : Harvard Business School Press, 3–31.

OIT (Organisation internationale du travail). 2013. *Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture*, Deuxième édition. Genève : OIT. [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms\\_234413.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_234413.pdf)

Pasali, Selahattin Selsah. 2013. « Where Is the Cheese? Synthesizing a Giant Literature on Causes and Consequences of Financial Sector Development ». Policy Research Working Paper 6655. Washington : Banque mondiale, octobre.

Ravallion, Martin. 2009. « Should the Randomistas Rule ». *The Economist's Voice*, vol. 6, n°. 2: 1–5.

Rousseau, P. et P. Wachtel. 2002. « Inflation Thresholds and the Finance-Growth Nexus ». *Journal of International Money and Finance*, 21(6): 777–93.

Ruiz, Claudia. 2013. « From Pawn Shops to Banks. The Impact of Formal Credit on Informal Households ». Policy Research Working Paper 6634. Washington : Banque mondiale.

Veillez partager la présente Note d'information avec vos collègues ou demander des exemplaires supplémentaires du présent document ou d'autres documents de cette série.

CGAP attend vos commentaires sur ce document.

Toutes les publications CGAP sont disponibles sur le site web [www.cgap.org](http://www.cgap.org).

CGAP  
1818 H Street, NW  
MSN P3-300  
Washington, DC  
20433 USA

Tél : 202-473-9594  
Fax : 202-522-3744

Courriel : [cgap@worldbank.org](mailto:cgap@worldbank.org)  
© CGAP, 2014

Les auteurs de la présente Note d'information sont Robert Cull, économiste en chef à la Banque mondiale, Tilman Ehrbeck, Directeur général de CGAP, et Nina Holle, analyste développement du secteur financier de CGAP. Les auteurs remercient Katharine McKee, Mayada El-Zoghbi, Gerhard Coetzee et Greg Chen, de CGAP, pour leurs commentaires pertinents et leur participation à la révision de cette note. Les auteurs remercient également Xavier Giné, du Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale, pour sa précieuse contribution à la rédaction de certains chapitres.

La présente note peut être citée de la façon suivante : Cull, Robert, Tilman Ehrbeck et Nina Holle. 2014. « Inclusion financière et développement : de nouvelles évaluations d'impact ». Note d'information 92. Washington : CGAP.

Print : ISBN 978-1-62696-036-7  
pdf : ISBN 978-1-62696-037-4

epub : ISBN 978-1-62696-038-1  
mobi : ISBN 978-1-62696-039-8

